

L'AGRICULTURE

LES CONFLITS DE TRAVAIL TOUCHANT LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—LES RÉPERCUSSIONS SUR L'EXPORTATION DES CÉRÉALES

M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports qui sait sans aucun doute que les céréaliculteurs de l'Ouest suivent anxieusement l'évolution des trois conflits de travail susceptibles de paralyser la voie maritime du Saint-Laurent et par le fait même, d'empêcher l'expédition des céréales de l'Ouest sur les marchés extérieurs. Voici ma question. Puisque la réputation du Canada comme fournisseur de blé de qualité supérieure est à nouveau compromise, est-ce que le ministre peut assurer à la Chambre que les céréales pourront être acheminées vers les marchés extérieurs?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports): Monsieur le Président, le député sait qu'en ce moment, il y a une grève. Ce conflit de travail oppose le Syndicat canadien des officiers de marine marchande qui regroupe des ingénieurs de génie maritime, aux armateurs canadiens des Grands Lacs. On m'assure que jusqu'à maintenant, il n'y a eu aucune interruption du transport des céréales. Les choses en sont là. Nous suivons de très près l'évolution du conflit. Le ministre du Travail surveille la situation.

Il existe aussi deux autres possibilités de conflits et dans les deux cas, les négociations en sont à l'étape de la conciliation. Pour le moment, le transport des céréales se fait normalement. Cependant, le député peut avoir l'assurance que s'il y a interruption du transport, nous prendrons les mesures pour protéger les intérêts des agriculteurs canadiens.

* * *

L'APARTHEID

L'AFRIQUE DU SUD—LA MISSION COMMERCIALE BRITANNIQUE

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. On a appris ce matin qu'une mission commerciale britannique est en route pour l'Afrique du Sud, avec l'assentiment du gouvernement britannique. Je voudrais donc savoir ceci. Quelles mesures le gouvernement entend-il prendre, afin de répondre à cet acte de mépris total pour la volonté du Commonwealth et les sanctions qu'il a imposées, sanctions qui n'avaient déjà pas une très grande portée, surtout du fait que les Britanniques ont usé de leur influence pour faire en sorte que ce soit le cas? Le gouvernement entend-il protester contre cette initiative, comme il se doit?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, non, je n'entends pas le faire, car la Grande-Bretagne, en tant que pays souverain, est tout à

Questions orales

fait libre de prendre cette initiative. A l'instar du député, j'ai eu de longs entretiens, avec des représentants du Parlement britannique et certains membres du gouvernement britannique. Ils ont un point de vue différent sur l'effet des sanctions, et cette divergence d'opinions est bien connue. Leur politique diffère de la nôtre.

Je suppose que ce qui est le plus important, c'est comment nous pouvons collaborer, afin de nous assurer que la Conférence des pays du commonwealth, qui s'ouvre dans deux semaines à Vancouver, permettra d'accroître les pressions forçant le gouvernement d'Afrique du Sud à accepter des changements. C'est ce que j'entends faire.

En toute franchise, je ne crois pas que nous serions mieux en mesure de réaliser l'objectif en question en condamnant l'un des principaux membres du Commonwealth deux semaines avant la tenue de la Conférence.

ON DEMANDE AU COMMONWEALTH DE PRENDRE DES MESURES

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Je voudrais poser au secrétaire d'État la question suivante. N'est-il pas à peu près temps de cesser de s'incliner devant la tendance qu'ont les Britanniques d'être de connivence avec l'Afrique du Sud, et de faire preuve d'initiative pour obtenir du Commonwealth, même sans l'accord des Britanniques, le genre de mesures qu'un pays civilisé et un Commonwealth civilisé se doivent de prendre, afin de faire face à l'apartheid?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, ce qui importe avant tout pour nous, c'est d'exercer le plus de pressions internationales possibles sur le gouvernement de l'Afrique du Sud, afin de le forcer à modifier le régime de l'apartheid. C'est ce que nous avons entrepris avant la déclaration de Nassau et c'est ce que nous continuons de faire, avec certains résultats.

Le député affirme que le Commonwealth devrait peser de tout son poids, afin de faire fléchir l'Afrique du Sud, même en l'absence de la Grande-Bretagne. Il n'ignore pas que le Commonwealth n'a pas un très grand poids économique sans la Grande-Bretagne. Il serait préférable pour nous de trouver des façons de poursuivre nos efforts, afin d'inciter les Britanniques à changer de point de vue au sujet des sanctions, mais nous pouvons continuer à collaborer avec eux dans les domaines où nous sommes d'accord en vue d'accroître d'une part, les pressions exercées sur le gouvernement de l'Afrique du Sud relativement à des changements et d'autre part, la stabilité et la sécurité des pays de première ligne.

Il est possible également, à mon avis, d'examiner avec la Grande-Bretagne et d'autres pays industrialisés qui ne sont pas membres du Commonwealth, les moyens d'exercer davantage de pressions sur l'Afrique du Sud. C'est là l'objet de la politique de notre gouvernement.